

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'une rencontre aura lieu bientôt.

M. Hellyer: Le gouvernement a-t-il prévu une série de propositions et une stratégie globale pour des tels entretiens et proposé une date précise pour la reprise de ces derniers?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, à la suite de mes précédents entretiens avec le secrétaire Shultz, il avait été décidé de part et d'autre que nous examinerions nos prises de position et que plus tard—bientôt j'espère—nous nous rencontrerions au niveau officiel pour discuter de questions d'intérêt mutuel.

M. Hellyer: Vu l'attitude du premier ministre de l'Ontario au sujet du droit de douane de 15 p. 100 sur l'importation de nouvelles voitures et l'intérêt des producteurs canadiens de pièces détachées, le ministre va-t-il consulter le gouvernement de l'Ontario sur ces deux questions, notamment avant la reprise des entretiens?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je reconnais l'importance de l'accord sur l'automobile pour l'Ontario. J'ai discuté de la chose avec le ministre de l'Industrie de la province et lui ai annoncé que j'aurais de nouveaux entretiens avec lui à un moment dont nous pourrions convenir.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA POSSIBILITÉ D'UNE PÉNURIE D'ESSENCE—DEMANDE DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources si on a porté à son attention le fait qu'un certain nombre des principales sociétés indépendantes qui vendent l'essence au détail au Canada, y compris des entreprises comme Caloil Inc. de Montréal, Gasex Oil Limited de Montréal, Premium Oil Company de Toronto et Capital City Gas et la Fuel Company d'Ottawa ont toutes déclaré qu'étant donné qu'elles ne peuvent pas se procurer des stocks d'essence, elles sont obligées d'abandonner leurs projets visant à ouvrir de nouvelles stations et même de fermer certaines des stations d'essence actuellement en activité? Étant donné que le ministre a déclaré lundi qu'il étudiait de près cette situation, j'aimerais lui demander maintenant s'il est prêt à étendre aux produits raffinés les contrôles imposés à l'exportation?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, si je me souviens bien de l'article du *Globe and Mail* de ce matin auquel fait allusion le député, plusieurs des distributeurs expliquaient qu'ils avaient été obligés de prendre cette décision parce qu'ils étaient incapables d'acheter les produits raffinés outre-mer. J'aimerais insister sur le fait que la Commission surveille étroitement les exportations mais le problème fondamental découle de la pénurie des réserves internationales et du fait que ces entreprises sont incapables d'acheter de l'essence raffinée à l'étranger comme ces dernières années.

M. Douglas: Étant donné l'explication du ministre, puis-je demander si on lui a signalé la déclaration qu'a

Questions orales

faite le ministre du Revenu, Allan Grossman, à l'Assemblée de l'Ontario hier, déclaration selon laquelle l'Ontario a exporté, au mois d'avril, 4,1 millions de gallons d'essence, ce qui représente 11 fois ce qu'il avait exporté pendant toute l'année 1972? En outre, vu que cette essence provenait du raffinage de pétrole brut de l'Ouest, puis-je demander au ministre quelle mesure lui-même ou l'Office national de l'énergie compte prendre pour protéger les consommateurs d'essence de notre pays?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit au député, je conviens qu'il n'y a pas de mesures à prendre relativement à une exportation qui s'est produite en avril. Par contre, nous avons averti les raffineurs qu'ils devaient répondre à la demande du marché canadien, sinon nous imposerons des contrôles sur les exportations.

M. Douglas: Étant donné que les exportations d'essence ont monté en flèche et que les importations ont pratiquement cessé, ce qui crée un réel problème au Canada, puis-je demander au ministre s'il a pris des mesures comme il l'a promis lundi, pour que l'Office national de l'énergie intervienne officieusement afin de s'assurer que ces distributeurs indépendants obtiennent un approvisionnement suffisant en essence?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur l'Orateur, l'Office national de l'énergie est intervenu dans un certain nombre de cas. En fait, on trouve un exemple de cette intervention à la page B2 du Rapport commercial, dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui.

* * *

[Français]

EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

ON RÉCLAME LE DÉPÔT D'UNE ÉTUDE RELATIVE À LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Peut-il dire si le gouvernement se propose de rendre public le 13^e dossier de la performance économique du Québec et, dans l'affirmative, quand?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je vais prendre la question comme avis et la transmettrai à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Transports.

Pourrait-il dire si l'étude dont il s'agit a été entreprise à l'époque où il était responsable du ministère de l'Expansion économique régionale?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, quand j'étais titulaire du ministère, on faisait constamment des études, et je ne sais pas si l'étude en cause y est reliée.

Comme je n'ai pas lu l'étude dont il s'agit, je vais la lire et je répondrai ensuite à la question.